

**Réunion des États parties à la Convention
sur l'interdiction de la mise au point,
de la fabrication et du stockage des
armes bactériologiques (biologiques)
ou à toxines et sur leur destruction**

7 décembre 2012
Français
Original: anglais

Réunion de 2012
Genève, 10-14 décembre 2012
Point 11 de l'ordre du jour provisoire
Rapport annuel de l'Unité d'appui à l'application

Rapport de l'Unité d'appui à l'application pour 2012

Document soumis par l'Unité d'appui à l'application

Additif

1. Le présent additif contient des données mises à jour, des informations sur les faits nouveaux, et des renseignements fournis ou révisés depuis le 15 novembre 2012.

II. Appui administratif à la Convention

Services de documentation

2. Une part importante du mandat de l'Unité d'appui consiste à «fournir un appui administratif aux réunions décidées par la Conférence d'examen et préparer les documents nécessaires à cette fin». Il est essentiel d'établir et de publier de manière efficace et en temps voulu les documents officiels pour assurer le bon déroulement des réunions tenues au titre de la Convention. Les services de documentation pour ces réunions sont fournis par l'ONU, sur la base de la résolution annuelle de l'Assemblée générale (la plus récente étant sa résolution 67/77), priant le Secrétaire général de l'ONU «de prêter l'assistance voulue aux gouvernements dépositaires de la Convention» et «de fournir les services nécessaires pour l'application des décisions et recommandations issues des conférences d'examen». Les coûts des services de documentation fournis par l'ONU sont cependant pris entièrement en charge par les États parties à la Convention, lesquels versent leurs quotes-parts sur la base de l'estimatif des coûts établi par l'ONU et approuvé par les États parties. Fondamentalement, les États parties passent un contrat avec l'ONU pour qu'elle fournisse les services de documentation et les autres services de conférence nécessaires pour leurs réunions. Ces réunions ne sont pas à proprement parler des réunions de l'ONU et leurs documents ne sont pas des documents de l'ONU.

3. L'Unité d'appui à l'application collabore avec la Section de la gestion des documents (DMS), relevant de la Division des services de conférence de l'ONUG, pour gérer l'établissement et la publication des documents au titre de la Convention au nom des États parties. Ces modalités ont généralement assez bien fonctionné, mais un certain

nombre de problèmes ont été rencontrés parce que les besoins de documentation au titre de la Convention pouvaient à l'occasion s'avérer incompatibles avec les règles et procédures de l'ONU relatives à la documentation officielle. Ces règles et procédures ont été mises au point pour l'Assemblée générale des Nations Unies et ses organes subsidiaires et ne sont pas toujours adaptées aux besoins et modalités de travail des États parties à la Convention. Au cours des dernières années, il a généralement été possible de parvenir à un accord avec la Section de la gestion des documents pour réserver un traitement spécial aux documents liés à la Convention, mais de nettes réductions budgétaires imposées aux services de conférence ont contraint la Section à appliquer plus strictement les règles de l'ONU. Ceci a commencé à affecter la capacité pour l'Unité d'appui à l'application de faire en sorte que les États parties à la Convention bénéficient de services de documentation qui soient adaptés à leurs besoins – et pour lesquels ils paient.

4. À la lumière de ce qui précède, l'Unité d'appui à l'application recommande aux États parties de donner des indications officielles et claires sur leurs exigences en ce qui concerne les services de documentation pour la fourniture desquels ils passent un contrat avec l'ONU. À cette occasion, ils pourraient définir des délais pour la soumission, la traduction et le traitement, des limites pour la longueur des documents, et des procédures à suivre pour la publication et la distribution et ils pourraient aussi mentionner tout autre aspect qu'ils jugent important. Ils pourraient aussi dans le même contexte déclarer explicitement que seuls les États parties à la Convention peuvent imposer des règles et des restrictions applicables aux services de documentation fournis pour leurs réunions, et que les règles adoptées par l'Assemblée générale ne s'appliquent que si elles ont aussi été adoptées par les États parties. Ces indications constitueraient un guide clair qui permettrait à la Section de la gestion des documents de veiller à ce que les ressources nécessaires pour la traduction et le traitement des documents soient réunies en temps voulu. Si les États parties le souhaitent, l'Unité d'appui à l'application pourrait leur présenter chaque année un rapport sur la mesure dans laquelle la Section aurait respecté ces indications.

III. Application de la Convention

5. Au 3 décembre 2012, 80 États parties avaient désigné un point de contact national comme l'avaient demandé les sixième et septième Conférences d'examen. Deux États parties supplémentaires avaient mis à jour les coordonnées de leur point de contact national. On se rapportera à ce sujet à l'annexe II (en anglais seulement).

IV. Mesures de confiance

6. Au 3 décembre 2012, 68 États parties (40 % des États parties) avaient, au titre des mesures de confiance, soumis en 2012 un rapport couvrant l'année 2011 (voir l'annexe III, en anglais seulement). À titre de comparaison 70 États parties avaient soumis un tel rapport en 2011.

VI. Base de données sur les demandes et les offres d'assistance

7. Au 6 décembre 2012, la base de données comprend:
- a) Dix-sept offres d'assistance, émanant de trois États parties;
 - b) Deux demandes d'assistance, émanant de deux États parties.

Annexe II

[ENGLISH ONLY]

National Points of Contact

I. States Parties

1. Insert new entry after Germany to read

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Ghana	Mr. Kwamena Essilfie Quaison Coordinator, Biological and Chemical Weapons Conventions, Ministry of Environment, Science and Technology P.O. Box M 232 Accra Ghana

2. Correct entry for Republic of Korea to read

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Republic of Korea	Mr. Hyan-sang Ahn First Secretary Disarmament and Nonproliferation Division, Ministry of Foreign Affairs and Trade 37 Sejongno Jongno-gu Seoul Republic of Korea

3. Correct entry for Sweden to read

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Sweden	Mr. Jan Lodding Deputy Director Department for Disarmament and Non-Proliferation, Ministry for Foreign Affairs Stockholm 10339 Sweden

Annexe III

[ENGLISH ONLY]

Report on participation in the Confidence-Building Measures

Updated provisional summary of participation in 2012¹

Key: D = declaration submitted; ND = nothing to declare; NN = nothing new to declare.

Note: The revised CBM forms adopted by the Seventh Review Conference no longer contain a Form D. Only those States Parties which submitted CBMs in 2012 using the old forms will have any indication under the Form D column in the table below.

State Party	CBM Form								Additional Information
	A1	A2	B	C	D	E	F	G	
1. Argentina	D	ND	NN	D	-	D	ND	D	
2. Australia	D	D	D	D	-	D	NN	NN	
3. Austria	ND	NN	ND	ND	ND	NN	NN	ND	
4. Azerbaijan	NN	ND	ND	ND	-	NN	ND	ND	
5. Belarus	D	NN	D	NN	-	D	ND	ND	
6. Belgium	ND	D	D	D	-	D	ND	D	
7. Bhutan	D	ND	ND	ND	-	ND	ND	D	
8. Brazil	D	D	D	ND	-	D	D	NN	
9. Bulgaria	NN	NN	ND	ND	-	D	NN	NN	
10. Canada	NN	D	D	D	-	NN	NN	NN	
11. Chile	D	ND	ND	D	-	NN	ND	D	
12. China	D	D	ND	D	-	D	NN	D	
13. Colombia	ND	ND	D	ND	-	D	ND	D	
14. Croatia	NN	NN	NN	NN	-	NN	NN	NN	
15. Cuba	D	NN	ND	D	D	ND	NN	ND	
16. Cyprus	NN	NN	NN	NN	-	NN	NN	NN	
17. Czech Republic	D	D	ND	ND	-	D	NN	NN	
18. Denmark	ND	D	ND	ND	-	NN	NN	NN	
19. Ecuador	NN	NN	-	-	-	D	D	-	

¹ As of 3 December 2012.

		CBM Form								Additional Information
State Party		A1	A2	B	C	D	E	F	G	
20.	Finland	D	D	D	D	-	D	ND	ND	
21.	France	NN	D	D	D	-	D	D	D	
22.	Georgia	ND	D	ND	D	-	NN	NN	ND	
23.	Germany	D	D	D	D	-	D	NN	D	
24.	Greece	NN	NN	NN	NN	-	NN	NN	NN	
25.	Hungary	NN	ND	D	D	ND	D	ND	NN	
26.	Iraq	D	ND	D	ND	-	D	ND	D	
27.	Italy	D	D	D	NN	-	D	D	D	
28.	Japan	D	D	ND	D	-	D	NN	D	
29.	Kenya	ND	ND	D	ND	-	ND	ND	ND	
30.	Latvia	D	D	ND	ND	-	D	ND	ND	
31.	Lebanon	-	-	-	-	-	-	-	-	D
32.	Libya	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	
33.	Liechtenstein	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN	NN	
34.	Lithuania	D	ND	D	ND	ND	D	D	D	
35.	Luxembourg	ND	ND	ND	ND	-	ND	ND	ND	
36.	Madagascar	-	D	-	-	-	D	D	-	
37.	Malaysia	NN	ND	ND	ND	-	ND	ND	ND	
38.	Malta	NN	NN	D	NN	-	NN	NN	NN	
39.	Mexico	D	ND	D	D	-	D	ND	D	
40.	Morocco	D	D	D	-	-	D	D	D	
41.	Netherlands	D	D	D	D	-	D	D	D	
42.	New Zealand	D	ND	D	ND	-	D	D	ND	
43.	Norway	NN	NN	D	ND	-	NN	NN	NN	
44.	Pakistan	D	ND	ND	ND	-	D	D	D	
45.	Poland	D	D	ND	D	-	D	ND	NN	D
46.	Portugal	D	D	ND	ND	-	D	ND	D	
47.	Qatar	D	ND	ND	ND	-	ND	ND	ND	
48.	Republic of Korea	D	D	ND	NN	-	D	ND	D	
49.	Republic of Moldova	NN	D	D	NN	-	D	NN	ND	
50.	Romania	D	D	ND	D	-	D	ND	D	
51.	Russian Federation	D	D	ND	D	-	D	NN	D	
52.	Serbia	D	D	D	D	-	D	D	D	D

		<i>CBM Form</i>								<i>Additional Information</i>
<i>State Party</i>		<i>A1</i>	<i>A2</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	<i>D</i>	<i>E</i>	<i>F</i>	<i>G</i>	
53.	Singapore	D	D	ND	D	-	D	D	D	
54.	Slovakia	ND	ND	ND	ND	-	ND	ND	ND	
55.	Slovenia	D	ND	ND	ND	-	NN	ND	ND	
56.	South Africa	D	D	ND	ND	-	D	NN	ND	
57.	Spain	D	D	ND	ND	-	D	ND	ND	
58.	Sweden	D	D	D	D	-	D	NN	D	
59.	Switzerland	D	D	D	NN	-	D	NN	D	
60.	Thailand	NN	NN	NN	NN	-	NN	NN	NN	
61.	Turkey	D	NN	ND	ND	-	NN	NN	NN	
62.	Turkmenistan	ND	ND	ND	ND	-	ND	ND	ND	
63.	Ukraine	D	D	D	D	-	NN	ND	D	
64.	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	D	D	NN	NN	-	D	NN	D	
65.	United States of America	D	D	D	D	-	D	NN	D	D
66.	Uzbekistan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	
67.	Yemen	ND	ND	D	ND	-	ND	ND	ND	
68.	Zimbabwe	ND	ND	ND	ND	-	ND	ND	ND	